

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE

Séance du 7 mars 2024

Délibération n° 2024-019

Date de convocation :

1/03/2024

Date de mise en ligne :

14 MARS 2024

Nombre de conseillers :

En exercice :	46
Présents :	34
Votants :	44

L'an deux mille vingt-quatre, le 7 mars à vingt heures,  
Le Conseil de communauté, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire à la salle de conseil située au siège, 4 rue Elie Maurette à Chauffailles, sous la présidence de Madame Stéphanie DUMOULIN.

**Étaient présents :** Philippe PAPERIN - Jean-Claude VASSAN - Robert THOMAS - Dominique RABIAN - Nicolas GEOFFRAY - Jérôme SOUPE - Stéphanie DUMOULIN - Hervé CARDON - Cécile MARTELIN - François ANDREVON - Marion THEVENET - Isabelle NICOLLE-NESME - Séverine GARDON-MORIN - Guy DADOLLE - Nicolas ANGINON - Rémy FRUCTUS - Bertrand COLLAUDIN - Bernard GRISARD - Michel CANNET - Christian LAVENIR - Alain LE CLOIREC - Jean-Pierre BONIN - Christian GONDY - Dominique VAIZAND - Fabrice DEJOUX - Gilles LUCARELLA - Michelle CORRE - Jean-Paul BÉSSON - Arnaud DURIX - Cyrille BRUNET - Lucien VERCHERE - Jean-Claude CHATAIGNIER.

**Absents :** Bernard AUGAGNEUR - Henri DUCARRE.

**Absents excusés :** /

**Absent excusé représenté :** Stéphane HUET - Paul TESCHER.

**Délégué suppléant :** Patrick LEROUX - Daniel DESCHAIANTRE.

**Absents excusés ayant donné pouvoir :** Bernard QUELIN (pouvoir à Jean-Pierre BONIN) - Jean-Pierre LACOMBE (pouvoir à Stéphanie DUMOULIN) - Jean FARIZY (pouvoir à Hervé CARDON) - Julie BRUNEL (pouvoir à Marion THEVENET) - Nicolas CRASNIER (pouvoir à Rémy FRUCTUS) - Jérôme DEBARREIX (pouvoir à Bertrand COLLAUDIN) - Florence BOUCLIER (pouvoir à Christian LAVENIR) - Karim BENCADI (pouvoir à Alain LE CLOIREC) - Véronique MATHUS (pouvoir à Jean-Claude CHATAIGNIER) - Lydie AUDET (pouvoir à Fabrice DEJOUX) -

Michel CANNET a été désigné secrétaire de séance.

### **Objet :** Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB) et tenue du Débat d'Orientation Budgétaire (DOB)

L'article L.2312-1 du CGCT impose aux communes de plus de 3 500 habitants et aux EPCI comprenant au moins une commune de 3 500 habitants la tenue d'un Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) dans les deux mois qui précèdent le vote du budget, sur la base d'un rapport sur les orientations budgétaires, la structure et la gestion de la dette, tel que défini par l'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi « NOTRe ».

Monsieur le Vice-président délégué aux finances, Arnaud DURIX, présente le Rapport d'Orientation Budgétaire 2024 portant sur les orientations budgétaires, la structure et la gestion de la dette.

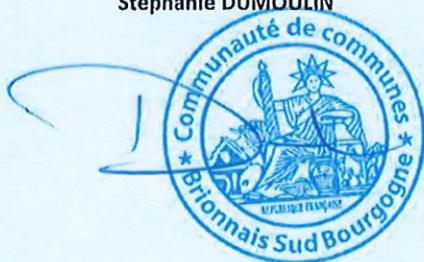
Après délibération, à l'unanimité, le Conseil de Communauté :

- prend acte de la présentation du rapport 2024 sur les orientations budgétaires, la structure et la gestion de la dette et de son examen,
- prend acte de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire 2024,
- autorise la Présidente à faire toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents utiles à l'exécution de la présente décision.

Pour extrait certifié conforme

La Présidente  
Stéphanie DUMOULIN

Le secrétaire de séance  
Michel CANNET



**Communauté de Communes**



**RAPPORT d'**

**ORIENTATIONS**

**BUDGÉTAIRES 2024**

*Conseil communautaire du JEUDI 07 MARS 2024*

# SOMMAIRE

<b>1<sup>ère</sup> partie : Contexte international et national .....</b>	<b>p 3</b>
1. Introduction .....	p 4
2. Contexte .....	p 4
3. Les lignes d'influences de la Loi de Finances 2024.....	p 7
4. Loi de programmation des finances publiques 2023-2027 .....	p 8
<b>2<sup>ème</sup> partie : Situation de la Communauté de Communes Brionnais Sud Bourgogne.....</b>	<b>p 9</b>
1. La population.....	p 10
2. Présentation.....	p 10
3. Fonctionnement .....	p 11
A) <i>Les charges réelles de fonctionnement</i>	
B) <i>Les recettes réelles de fonctionnement</i>	
C) <i>Les autres charges courantes</i>	
4. Focus sur les budgets annexes.....	p 19
A) <i>Enfance Temps Libre</i>	
B) <i>Déchets</i>	
C) <i>Espace Tiers Lieu</i>	
D) <i>La Gare</i>	
E) <i>Les Tanneries</i>	
5. Focus sur les services spécifiques.....	p 20
A) <i>La Culture</i>	
B) <i>Les Equipements sportifs</i>	
C) <i>Les Seniors</i>	
D) <i>La voirie</i>	
6. Capacité d'autofinancement .....	p 21
7. Endettement .....	p 22
A) <i>Les emprunts</i>	
B) <i>Encours de la dette</i>	
C) <i>Capacité de désendettement</i>	
8. Les ratios .....	p 24
9. Investissement .....	p 26
A) <i>Les dépenses d'investissement</i>	
B) <i>Programme 2023</i>	
C) <i>Programme prévisionnel 2024</i>	
D) <i>Focus sur les subventions</i>	

# **1<sup>ère</sup> partie : Contexte international et national**

## 1. INTRODUCTION

L'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) prévoit par renvoi des dispositions de l'article L.5211-36 que dans les EPCI comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus, la tenue d'un Débat d'Orientations Budgétaires réalisée dans un délai de 2 mois précédant l'examen du budget primitif.

Le Débat d'Orientations Budgétaires préalable à l'adoption du budget 2024 nécessitera d'amender les principes ci-dessus. En effet le budget 2024 se fera sous la nouvelle nomenclature M57.

L'article L.5217-10-4 du CGCT encadre les modalités de présentation des orientations budgétaires. Tout en renvoyant aux dispositions de l'article L.2312-1 du CGCT, l'article L.5217-10-4 du CGCT modifie le délai prévu dans lequel doit se tenir Débat d'Orientations Budgétaires avant le vote du budget primitif.

Désormais, la présentation du Rapport d'Orientations Budgétaires donnant lieu au Débat d'Orientations Budgétaires doit se tenir dans un délai de dix semaines avant le vote du budget primitif.

Le délai de convocation aux réunions du conseil communautaire au cours des séances qui donneront lieu au vote du budget sera de 12 jours afin d'améliorer l'information des élus communautaires.

Le Rapport d'Orientation Budgétaire sera transmis au représentant de l'Etat dans les 12 jours qui suivent la séance au cours de laquelle le point du jour est traité.

Le Rapport prévu à l'article L. 3212-1 est transmis par l'EPCI aux communes membres dans un délai de 15 jours à compter de son examen par l'assemblée délibérante. Il est mis à la disposition du public au siège de l'EPCI, dans les 15 jours suivants la tenue du Débat d'Orientations Budgétaires. Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen.

La chronologie ci-dessous rappelle les principales étapes de la gouvernance qui ont permis d'aboutir au présent Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB).



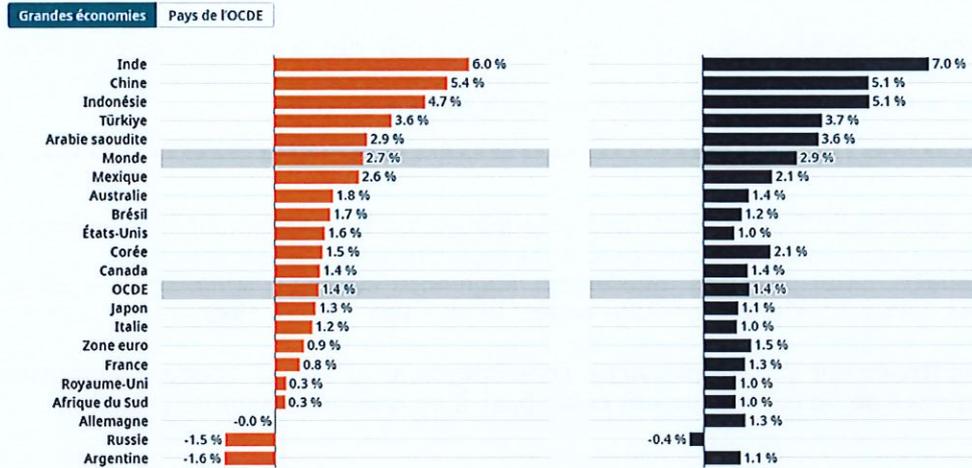
## 2. LE CONTEXTE

Le contexte général a, d'années en années, une importance croissante dans les orientations budgétaires.

- Les années COVID de 2020-2021 ont eu des conséquences tant économiques qu'au niveau de l'emploi.
- La guerre en Ukraine depuis février 2022 et ses conséquences énergétiques et économiques ont entraîné une inflation et une hausse sans commune mesure des coûts de l'énergie.

## Projections de croissance du PIB réel pour 2023 et 2024

Glissement annuel en %



Source : Perspectives économiques de l'OCDE, juin 2023.

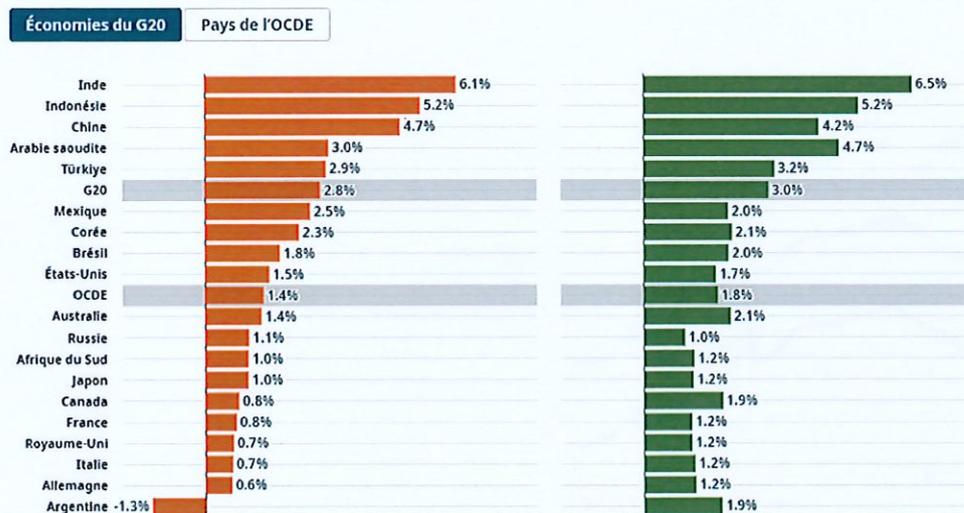
- Face au conflit Israélo-Palestinien qui a recommencé début octobre 2023, l'économie mondiale résiste mais l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) s'inquiète d'un élargissement du conflit.

L'OCDE a fortement réduit, mercredi 29 novembre 2023, sa prévision de croissance pour 2024 en France, la faisant passer à 0,8 % contre 1,2 % en septembre,

La croissance mondiale du PIB devrait s'établir à 2.9 % en 2023, avant de refluer légèrement, à 2.7 %, en 2024, puis de connaître une modeste embellie pour s'établir à 3.0 % en 2025. L'Asie devrait encore être à l'origine de l'essentiel de la croissance mondiale en 2024-25, comme elle l'a été en 2023.

## Projections de croissance du PIB réel pour 2024 et 2025

Glissement annuel en %



Source : Perspectives économiques de l'OCDE, novembre 2023



L'inflation mesurée par les prix à la consommation devrait continuer à diminuer et revenir progressivement vers les objectifs retenus par les banques centrales dans la plupart des économies

d'ici à 2025, sur fond d'atténuation des tensions sur les coûts. Dans les pays de l'OCDE, la hausse des prix à la consommation devrait ralentir et passer de 7.0 % en 2023 à 5.2 % en 2024 et 3.8 % en 2025.

En résumé, en l'absence de nouveaux chocs d'ampleur liés aux prix des produits alimentaires et de l'énergie, l'inflation globale devrait retrouver des niveaux conformes aux objectifs fixés par les banques centrales dans la plupart des grandes économies d'ici la fin de 2025.

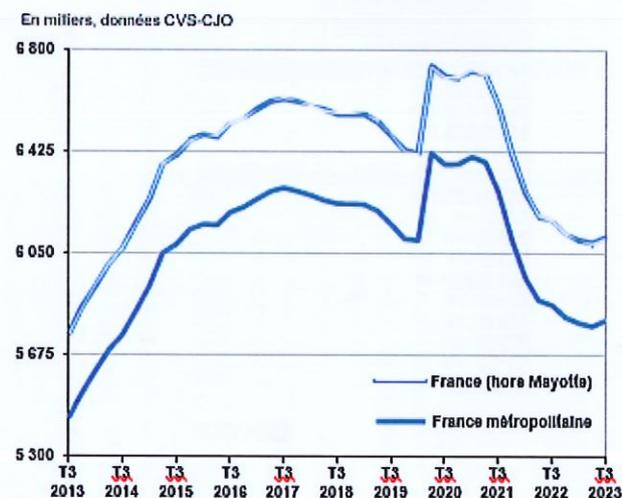
En 2023, l'évolution du marché du travail reste favorable malgré un ralentissement lié à la baisse de régime de l'activité économique et de l'essoufflement du dispositif de l'apprentissage.

Quant au taux de chômage, celui-ci a très légèrement augmenté au 2ème trimestre à 7,2% de la population active, après 7,1% au 1er trimestre (son niveau le plus bas depuis 1982).

A horizon 2024, le ralentissement de la croissance économique ainsi que la baisse des soutiens à l'emploi dans les entreprises devraient également contribuer à un ralentissement de l'emploi.

	Effectif (en milliers)			Évolution (en %) sur	
	3 <sup>e</sup> trimestre 2022	2 <sup>e</sup> trimestre 2023	3 <sup>e</sup> trimestre 2023	un trimestre *	un an **
<b>France métropolitaine</b>					
Inscrits tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie A) .....	2 929,9	2 799,5	<b>2 818,8</b>	0,7	-3,8
Inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite courte (catégorie B) .....	747,0	771,8	<b>795,6</b>	3,1	6,5
Inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite longue (catégorie C) ...	1 465,5	1 496,3	<b>1 462,3</b>	-2,3	-0,2
Ensemble des inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C) .....	5 142,3	5 067,7	<b>5 076,6</b>	0,2	-1,3
Inscrits non tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie D) .....	353,0	350,4	<b>356,7</b>	1,8	1,0
Inscrits non tenus de rechercher un emploi, en emploi (catégorie E) .....	366,8	366,5	<b>373,0</b>	1,8	1,7
Ensemble des inscrits (catégories A, B, C, D, E) .....	5 862,1	5 784,6	<b>5 806,3</b>	0,4	-1,0
<b>France (hors Mayotte)</b>					
Inscrits tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie A) .....	3 148,5	3 011,1	<b>3 028,5</b>	0,6	-3,8
Ensemble des inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C) .....	5 424,8	5 343,2	<b>5 352,0</b>	0,2	-1,3
Ensemble des inscrits (catégories A, B, C, D, E) .....	6 177,3	6 093,9	<b>6 115,2</b>	0,3	-1,0

### Ensemble des inscrits (catégories A, B, C, D, E)

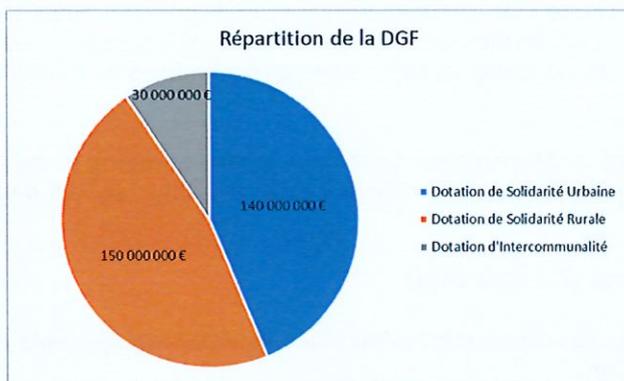


### 3. LES LIGNES D'INFLUENCES DE LA LOI DE FINANCES 2024

Au terme de trois mois d'un parcours parlementaire jalonné de recours à la procédure du "49.3", la loi de finances pour 2024 a été promulguée le 29 décembre 2023 et publiée au Journal officiel du 30 décembre.

Ci-dessous les principales mesures concernant les collectivités locales :

- Augmentation de 320 millions d'euros de la Dotation Globale de Fonctionnement DGF



- Possibilité aux élus locaux d'augmenter les taux de taxe habitation sur les résidences secondaires.
- Prise en compte de l'actualisation sexennale des valeurs des locaux professionnels est reportée en 2026.
- la dotation particulière élu local DPEL est élargie à toutes les communes de moins de 1 000 habitants (critère de potentiel financier supprimé), ce qui entraîne une augmentation de 15 millions d'euros.
- la dotation de soutien aux aménités rurales, ex dotation biodiversité, est élargie à l'ensemble des communes rurales dont une partie du territoire est couverte par une aire protégée ou jouxte une aire marine protégée, soit une augmentation de plus de 58 millions d'euros.
- la réduction d'impôt de 75 % pour les dons et versements effectués d'ici fin 2025 au profit de la Fondation du patrimoine pour la conservation et la restauration des édifices religieux appartenant à des personnes publiques situés dans les communes de moins de 10 000 habitants.
- L'instauration d'une taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance, dont les communes, les intercommunalités en charge de la voirie et les départements vont percevoir une partie du produit.
- la faculté accordée aux communes et à leurs groupements à fiscalité propre d'exonérer de la taxe sur le foncier bâti des logements achevés depuis plus de 10 ans ayant fait l'objet de travaux de rénovation énergétique, ainsi que les constructions de logements neufs satisfaisant à certains critères de performance énergétique et environnementale.
- le tarif d'accise sur l'électricité est maintenu au niveau minimum, pour la période du 1er février 2024 au 31 janvier 2025, afin d'accompagner la sortie du bouclier tarifaire. Le tarif d'accise sur le gaz naturel à usage combustible pourra être relevé par arrêté dans la limite de 8 €/MWh, après évaluation de l'évolution des prix hors taxes.  
Et prolongation de l'amortisseur d'électricité dont le seuil de déclenchement est relevé à 250 €/MWh (contre 180 €/MWh).
- L'obligation pour les collectivités et les groupements de plus de 3 500 habitants de se doter d'un « budget vert », c'est-à-dire un document budgétaire présentant l'impact environnemental de leurs dépenses, à partir de l'exercice 2024. Il faudra ainsi établir une annexe, lors de l'établissement des CA 2024, et travailler sur un BP « vert » 2025 selon modalités qui seront définies dans un décret. A priori, nous tiendrons compte uniquement des dépenses d'investissement.

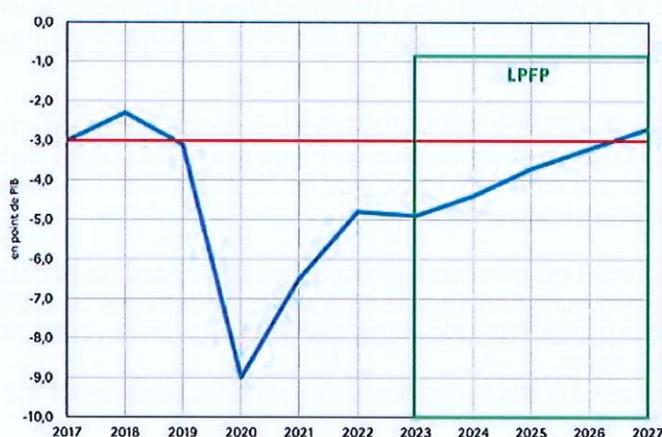
- L'augmentation de 2.5 milliards d'euros pour le fonds vert destiné à soutenir les investissements en faveur de la transition écologique, dont 500 millions pour le plan de rénovation énergétique et de renaturation des établissements scolaires. Toutefois, il se pourrait que le fonds vert voie diminuer son enveloppe de 400 millions d'euros au regard des dernières annonces gouvernementales.
- L'instauration d'une garantie plancher pour la TVA perçue en remplacement de la CVAE : le niveau de compensation ne pourra être inférieur à ce qui a été transféré en 2023.
- La réforme des zones de revitalisation rurale ZRR, celles-ci devenant le dispositif France Ruralités Revitalisation à compter du 01/07/2024. Ce dernier sera issu de la fusion de 3 zonages : les ZRR, les bassins d'emploi à redynamiser BER et les zones de revitalisation des commerces en milieu rural Zorcomir
- L'alignement de la fiscalité des meublés de tourisme sur celle de la location de long terme, ce qui remet en cause l'avantage fiscal d'exclure 71 % de leur chiffre d'affaires annuel de leur base imposable.
- Revalorisation de 3.9 % des bases fiscales (7.1 % en 2023)

Selon Bercy, les différents versements de l'Etat aux communes, intercommunalités, départements et régions croissent en 2024 de plus de 1.75 milliard d'euros.

#### 4. LOI DE PROGRAMMATION DES FINANCES PUBLIQUES 2023-2027

La LPFP, promulguée le 18 décembre 2023, définit la trajectoire pluriannuelle des finances publiques jusqu'en 2027 qui servira de référence pour les prochains exercices budgétaires et les moyens qui permettront de la respecter. Le texte prévoit un retour du solde public sous le seuil des 3%, soit 2.7 %, du PIB d'ici 2027.

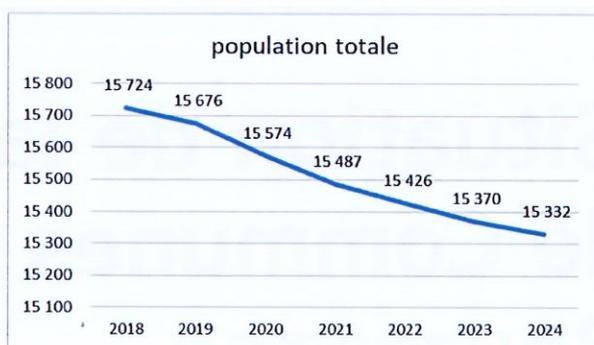
La LPFP pour les années 2023 à 2027 a pour objectif de proposer une trajectoire permettant réduire le déficit public, de maîtriser la dépense publique et de stabiliser les prélèvements obligatoires, tout en finançant plusieurs priorités (soutenir la compétitivité des entreprises, tendre vers le plein emploi, assurer les transitions écologique et numérique...).



# **2ème partie : Situation de la Communauté de Communes Brionnais Sud Bourgogne**

## 1. LA POPULATION

Années	2020	2021	2022	2023	2024
population intercommunale	15 196	15 116	15 055	15 002	14 974
population comptée à part	378	371	371	368	358
<b>population totale</b>	<b>15 574</b>	<b>15 487</b>	<b>15 426</b>	<b>15 370</b>	<b>15 332</b>



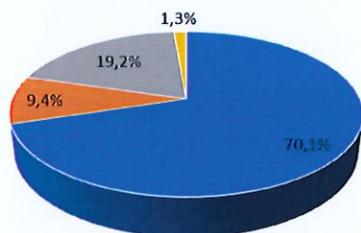
## 2. PRESENTATION

La Communauté de Communes compte un budget principal et 5 budgets annexes dont :

- 1 SPIC (Service Public Industriel et Commercial qui doit être financé par l'utilisateur au travers d'une redevance) : déchets ménagers
- 4 SPA (Services Publics Administratifs) : Enfance Temps Libre, Parc d'activités La Gare, Espace Tiers Lieu de Baudemont

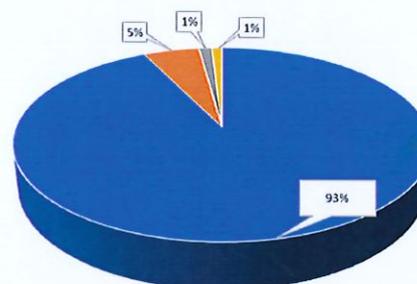
Les Budgets annexes représentent une part importante des charges réelles de fonctionnement, soit 30 %, et 7 % des dépenses d'équipement.

Poids des budgets dans les charges réelles de fonctionnement 2023



■ BUDGET PRINCIPAL ■ ENFANCE TEMPS LIBRE ■ DECHETS MENAGERS ■ AUTRES BA

Poids des budgets dans les dépenses d'équipements 2023



■ BUDGET PRINCIPAL ■ ENFANCE TEMPS LIBRE ■ DECHETS MENAGERS ■ AUTRES BA

### 3. FONCTIONNEMENT

#### A) LES CHARGES REELLES DE FONCTIONNEMENT

Charges tous budgets		2020	2021	2022	2023
011	Charges à caractère général	2 095 590,69	2 643 386,47	2 564 387,50	2 413 085,77
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 146 339,78	2 402 133,26	2 463 760,02	2 521 893,83
014	Atténuation de produits	2 484 734,38	2 436 410,38	2 427 543,38	2 463 070,38
65	Autres charges de gest. courante	2 474 910,69	2 776 789,46	2 682 371,34	2 779 297,40
66	Charges financières	35 656,23	32 360,93	44 445,20	89 290,03
67	Charges exceptionnelles	2 938,41	125 610,47	73 083,12	263 715,13
68	Dotations	0,00	6 203,98	0,00	26 801,67
<b>TOTAL</b>		<b>9 240 170,18</b>	<b>10 422 894,95</b>	<b>10 255 590,56</b>	<b>10 557 154,21</b>

Pour rappel, les charges du personnel sont imputées au budget général puis reventilées par budget. Ainsi, pour une meilleure analyse, dans le tableau ci-dessous, les charges du personnel relatives aux budgets annexes sont soustraites du budget principal.

Répartition des charges par budget	2020	2021	2022	2023
BUDGET PRINCIPAL	7 637 313,86	8 263 843,77	8 233 496,25	7 397 720,25
ENFANCE TEMPS LIBRE	840 514,81	994 023,95	994 331,23	990 471,78
DECHETS MENAGERS	623 750,04	772 816,48	770 997,86	2 027 615,66
TIERS LIEU BAUDEMONT	98 109,47	133 256,87	121 503,01	65 243,72
PARC LA GARE	400,54	11 584,79	13 886,83	75 409,05
LES TANNERIES	40 081,46	247 369,09	121 375,38	693,75
<b>TOTAL</b>	<b>9 240 170,18</b>	<b>10 422 894,95</b>	<b>10 255 590,56</b>	<b>10 557 154,21</b>

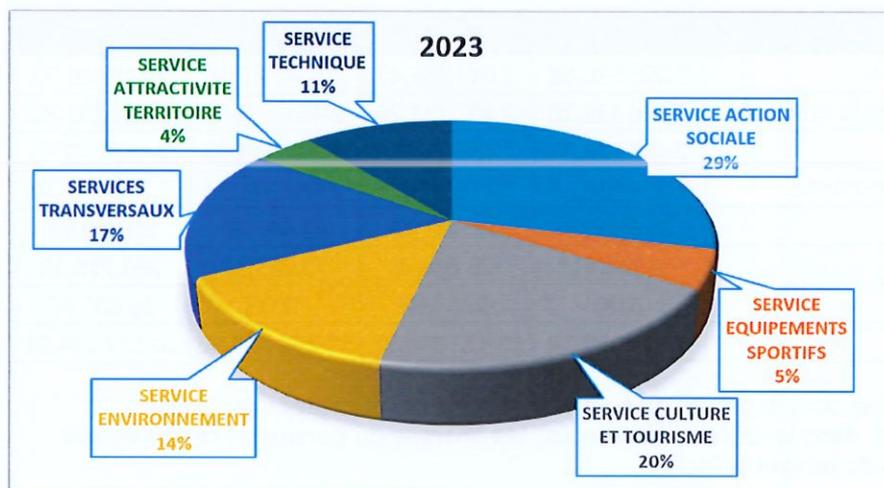
- Les dépenses du budget principal ont diminué de 2022 à 2023 en raison du transfert de charges au budget annexe des déchets ménagers.
- L'espace Tiers Lieu voit ses charges diminuer pour les raisons suivantes :
  - o La contribution au PIMMS était imputée à ce budget jusqu'à l'exercice 2023
  - o Le BP 2023 ne prévoyait que le salaire de la responsable, donc il n'est pas possible d'imputer les heures de ménage au CA 2023

#### a. Focus sur les charges du personnel

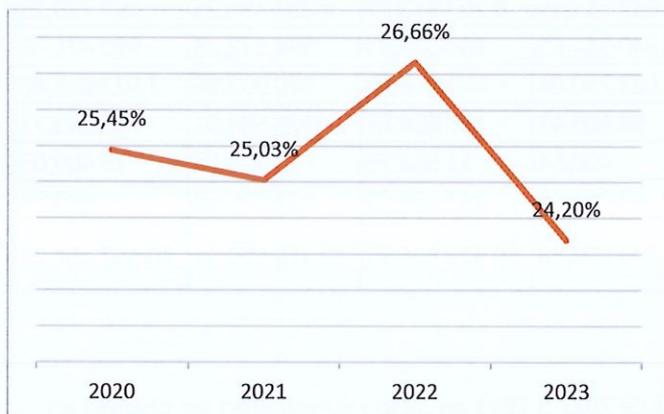
	2020	2021	2022	2023	Evolution 2022-2023	
BUDGET PRINCIPAL	1 576 209,27	1 716 631,80	1 787 476,52	1 580 583,42	-11,57%	Augmentation agrément multiaccueil
ENFANCE TEMPS LIBRE	476 257,23	554 173,25	557 644,25	605 330,54	8,55%	
DECHETS MENAGERS	43 396,53	44 376,04	44 771,49	291 335,87	550,72%	Transfert du budget principal au budget déchets
TIERS LIEU BAUDEMONT	50 476,75	86 952,17	73 867,76	44 644,00	-39,56%	
<b>TOTAL</b>	<b>2 146 339,78</b>	<b>2 402 133,26</b>	<b>2 463 760,02</b>	<b>2 521 893,83</b>	<b>2,36%</b>	Diminution fraction emploi d'1 agente

Les charges du personnel ont été maîtrisées malgré la hausse de 1.5 % du point d'indice à compter du 01/01/2023, ce qui a généré une charge supplémentaire d'environ 25 000 €.

Répartition selon les services.



Evolution du ratio des dépenses du personnel / charges réelles de fonctionnement de l'ensemble des budgets



Au 31 décembre 2023, l'effectif total des emplois permanents était de 63 agents :

- 36 titulaires en activité au 31-12-2023
- 8 agents titulaires non présents au 31-12-2023 car placés en congés maladie tout au long de l'année 2023, en disponibilité pour convenances personnelles, en décharge d'activité syndicale ou poste vacant en cours de recrutement ;
- 3 postes vacants non remplacés existant toujours au tableau des effectifs
- 8 contractuels de longue durée
- 3 contractuels (cdi)
- 5 agents mis à disposition par d'autres collectivités.

Emplois non permanents :

- 8 contractuels sur emploi non permanent de longue durée (cdd 1 an ou contrat de projet 5 ans)
- 3 contractuels (remplacement d'agents absents)

#### Répartition Hommes/Femmes :

- 19 hommes et 44 femmes

#### Catégorie :

- 7 agents catégorie A
- 20 agents catégorie B
- 36 agents catégorie C

La moyenne d'âge est de 46 ans

En 2023, les mouvements de personnel ont été les suivants :

#### Départs :

Départ à la retraite : 01

Départ en mutation externe : 02

Départ démission : 01

Fin détachement ministère de l'Intérieur : 01

Fin de contrat (apprentissage) : 01

#### Arrivées :

4 sur emplois permanents

1 sur emploi fonctionnel

4 sur emplois non permanents (longue durée)

3 sur emplois non permanents (remplacement d'agents longue durée)

En 2023, 104 contrats ont été conclus dont :

- 34 au titre de remplacement d'agent
- 8 au titre d'accroissement temporaire d'activité
- 27 au titre d'emploi saisonnier
- 35 au titre de contrat CEE

1017 bulletins de paie ont été réalisés.

### **PROJECTION 2024**

Une augmentation importante des charges du personnel est à prévoir pour l'année 2024.

- Au 01/01/2024, 5 points d'indice majoré supplémentaires pour tous les agents : + 30 000 €
- Prime Pouvoir d'achat exceptionnelle éventuelle à taux 50 % : + 15 000 €

#### SERVICE ACTION SOCIALE

- Au 01/01/2024, reprise de 3 salariés de l'accueil de loisirs de Colombier : + 125 840 €
- Au 01/09/2024, reprise de 8 salariées de la Ribambelle : 80 550 €
- Augmentation de l'agrément du multi accueil sur toute l'année
- Reprise à temps complet de la responsable de l'Action sociale (28h à 35h)
- Augmentation fraction d'emploi du ludothécaire (17h à 25h)
- Contrat de la coordination CTG (Contrat Territorial Global) budgété sur 6 mois

#### SERVICE CULTURE ET TOURISME

- 1 professeur de musique arrivé en septembre 2023 et donc budgété sur toute l'année 2024

#### SERVICE ENVIRONNEMENT (charges financées par la REOM)

- 1 promotion interne au grade d'Ingénieur
- Le remplacement d'1 agent en Décharge d'Activité Syndicale à 25/35<sup>e</sup>, donc prise en charge de 2 salaires
- Création de postes : 1 chef d'équipe + 1 agent de prévention + 0.5 technicien déchets

#### SERVICE VOIRIE

- Création de poste : 0.5 technicien voirie

#### SERVICE PCAET (Plan Climat-Air-Energie Territorial)

- Mutualisation d'1 poste de chargée de mission avec les CC de Marcigny et Semur

#### SERVICES TRANSVERSAUX

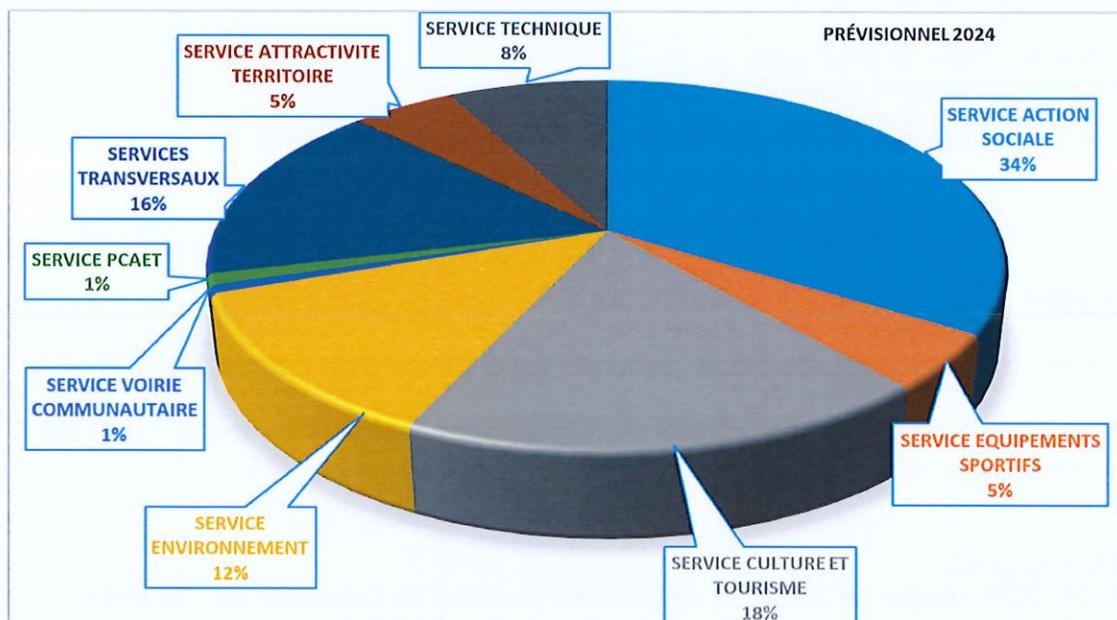
- Poste de DGS à mi-temps de septembre à décembre 2023, budgété à 100 % sur 2024
- Poste du responsable comptable recruté en juillet 2023, budgété sur tout 2024
- Au 01/01/2024, recrutement du juriste

#### SERVICE ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE

- Reprise à temps complet de la responsable (28h à 35h) - mission étendue à la mobilité

#### SERVICE TECHNIQUE

- Remplacement partiel d'1 agent muté, de février à août
- Remplacement partiel en interne d'1 agent parti à la retraite  
→ Diminution charges de personnel



### **b. Les atténuations de produits**

Ce chapitre concerne principalement les attributions de compensation (AC) que la Communauté de communes verse à ses communes membres. Ces AC évoluent en fonction des transferts de compétence entre les communes et la Communauté de communes.

Anglure-sous-Dun et Saint-Martin-de-Lixy ont vu leur AC devenir négative. Elles sont donc redevables de ces montants à la Communauté de communes. En 2022, le conseil communautaire a délibéré pour ne pas solliciter le versement des AC négatives auprès de ces deux communes.

- En 2022, suite au transfert de charge du PIMMS de Chauffailles, la CLECT s'était réunie et avait estimé le transfert de charge à 13 000 € par an. Le rapport n'ayant pas été délibéré au niveau du Conseil Communautaire et des communes membres, il conviendra de consulter à nouveau la CLECT pour définir la diminution des AC.

Communes	2020	2021	2022	2023	AC provisoires 2024
AMANZE	17 350,00 €	17 350,00 €	17 350,00 €	17 350,00 €	17 350,00 €
ANGLURE-SOUS-DUN	- 2 047,69 €	- 2 047,69 €	- 2 047,69 €	- 2 047,69 €	- 2 047,69 €
BAUDEMONT	236 439,00 €	236 439,00 €	236 439,00 €	236 439,00 €	236 439,00 €
BOIS-SAINTE-MARIE	12 318,00 €	12 318,00 €	12 318,00 €	12 318,00 €	12 318,00 €
CHAPELLE-SOUS-DUN (LA)	98 571,00 €	98 571,00 €	98 571,00 €	98 571,00 €	98 571,00 €
CHASSIGNY	23 025,47 €	23 025,47 €	23 025,47 €	23 025,47 €	23 025,47 €
CHATEAUNEUF	4 701,14 €	4 701,14 €	4 701,14 €	4 701,14 €	4 701,14 €
CHATENAY	16 580,00 €	16 580,00 €	16 580,00 €	16 580,00 €	16 580,00 €
CHAUFFAILLES	636 465,65 €	636 465,65 €	636 465,65 €	636 465,65 €	636 465,65 €
CLAYETTE (LA)	424 774,00 €	424 774,00 €	424 774,00 €	424 774,00 €	424 774,00 €
COLOMBIER-EN-BRIONNAIS	31 035,00 €	31 035,00 €	31 035,00 €	31 035,00 €	31 035,00 €
COUBLANC	127 232,39 €	127 232,39 €	127 232,39 €	127 232,39 €	127 232,39 €
CURBIGNY	52 986,00 €	52 986,00 €	52 986,00 €	52 986,00 €	52 986,00 €
DYO	35 536,00 €	35 536,00 €	35 536,00 €	35 536,00 €	35 536,00 €
GIBLES	91 916,00 €	91 916,00 €	91 916,00 €	91 916,00 €	91 916,00 €
MUSSY	3 647,33 €	3 647,33 €	3 647,33 €	3 647,33 €	3 647,33 €
OUROUX-SOUS-LE-BOIS-SAINTE-MARIE	9 210,00 €	9 210,00 €	9 210,00 €	9 210,00 €	9 210,00 €
SAINT-EDMOND	2 867,55 €	2 867,55 €	2 867,55 €	2 867,55 €	2 867,55 €
SAINT-GERMAIN-EN-BRIONNAIS	22 500,00 €	22 500,00 €	22 500,00 €	22 500,00 €	22 500,00 €
SAINT-IGNY-DE-ROCHE	53 426,63 €	53 426,63 €	53 426,63 €	53 426,63 €	53 426,63 €
SAINT-LAURENT-EN-BRIONNAIS	44 530,00 €	44 530,00 €	44 530,00 €	44 530,00 €	44 530,00 €
SAINT-MARTIN-DE-LIXY	- 1 042,78 €	- 1 042,78 €	- 1 042,78 €	- 1 042,78 €	- 1 042,78 €
SAINT-MAURICE-LES-CHATEAUNEUF	57 515,47 €	57 515,47 €	57 515,47 €	57 515,47 €	57 515,47 €
SAINT-RACHO	18 098,00 €	18 098,00 €	18 098,00 €	18 098,00 €	18 098,00 €
SAINT-SYMPHORIEN-DES-BOIS	79 686,00 €	79 686,00 €	79 686,00 €	79 686,00 €	79 686,00 €
TANCON	16 001,75 €	16 001,75 €	16 001,75 €	16 001,75 €	16 001,75 €
VAREILLES	42 490,00 €	42 490,00 €	42 490,00 €	42 490,00 €	42 490,00 €
VARNES-SOUS-DUN	168 247,00 €	168 247,00 €	168 247,00 €	168 247,00 €	168 247,00 €
VAUBAN	22 683,00 €	22 683,00 €	22 683,00 €	22 683,00 €	22 683,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>2 346 741,91 €</b>				

**c. Les Autres charges courantes concernent essentiellement :**

➤ *Les subventions d'équilibre aux budgets annexes*

Subvention d'équilibre	2020	2021	2022	2023
ENFANCE TEMPS LIBRE	425 541,14	610 267,84	624 259,40	563 875,90
PARC LA GARE	0,00	3 751,00	0,00	0,00
TIERS LIEU BAUDEMONT	66 037,60	128 514,85	116 044,78	82 548,03
<b>TOTAL</b>	<b>491 578,74</b>	<b>742 533,69</b>	<b>740 304,18</b>	<b>646 423,93</b>

➤ Les principales contributions obligatoires et les subventions

Contributions / Subventions	2020	2021	2022	2023
SERVICE INCENDIE	484 604,00	485 418,00	489 438,00	516 088,00
SYMISOA	96 300,00	96 300,00	95 200,00	97 000,00
SMAAA	6 452,94	6 417,22	6 379,22	6 374,36
SMEVOM	197 061,28	274 789,97	277 026,94	
PETR Charolais Brionnais	129 166,00	128 486,00	135 495,00	135 018,00
AGENCE POSTALE INTER.	44 688,00	44 688,00	45 060,00	45 060,00
PIMMS		26 060,00	32 252,00	10 320,00
GIP ARNIA	12 213,28	12 150,64	12 106,72	14 290,48
AS COMMUNES	308 981,48	308 981,48	172 862,40	172 862,40
OFFICE TOURISME	130 000,00	140 200,00	157 000,00	146 999,96
<b>TOTAL</b>	<b>1 409 466,98</b>	<b>1 523 491,31</b>	<b>1 422 820,28</b>	<b>1 144 013,20</b>

SMEVOM sur budget déchets 2023

➤ Les subventions de fonctionnement versées aux associations petite-enfance et enfance

Subventions de fonctionnement	2020	2021	2022	2023
LA MARMITE	14 129,34	29 227,34	29 227,34	36 986,74
AISL COLOMBIER	190 894,02	192 802,95	192 802,96	131 624,00
LA RIBAMBELLE	94 322,30	97 115,96	97 115,97	55 079,00
<b>TOTAL</b>	<b>299 345,66</b>	<b>319 146,25</b>	<b>319 146,27</b>	<b>223 689,74</b>

Jusqu'en 2022, la CC percevait la subvention de la CAF puis la reversait à l' AISL de Colombier et la Ribambelle. Depuis 2023, ces associations perçoivent directement la subvention.

➤ les subventions exceptionnelles versées aux associations

Subvention exceptionnelles Associations		2023
Culture	Arcane 71	500,00
	Brio'Ch Festival	1 000,00
	Compagnie Litecox	900,00
	Esox Lucius	1 000,00
	Foyer rural Grand Secteur Charolais Brionnais	1 200,00
	Hello les Femmes	400,00
	Le Petit Rameur	1 500,00
	Les Heures musicales du Brionnais	1 000,00
	Festival St Rock	2 500,00
	Général	La Marmite (bus)
Panacea		1 500,00
Economie	Service de remplacement	5 000,00
<b>TOTAL</b>		<b>18 500,00</b>

## B) LES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT

Hors subventions d'équilibre du budget principal aux budgets annexes.

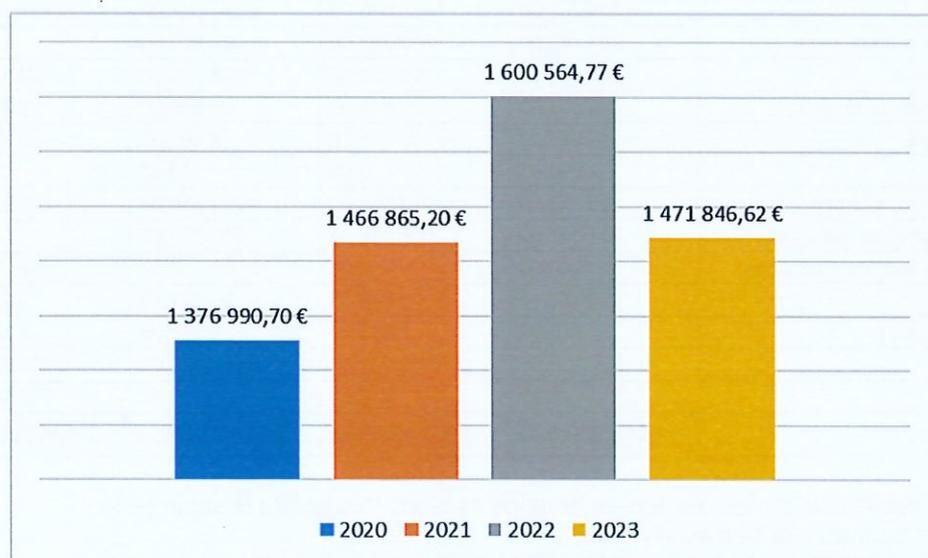
	Recettes tous budgets	2020	2021	2022	2023
013	Atténuations de charges	54 397,60	80 456,88	81 939,27	69 455,50
70	Produits des services, domaine et ventes diverses	1 109 510,67	1 114 055,91	1 374 722,21	2 887 448,84
73	Impôts et taxes	7 076 906,58	6 982 789,94	7 574 736,85	7 194 569,89
74	Dotations, subventions et participations	1 791 061,15	2 024 318,90	2 063 254,73	1 806 834,52
75	Autres produits de gestion courante	23 501,48	23 606,81	24 790,95	38 072,19
77	Produits exceptionnels	49 216,50	121 421,01	327 616,26	314 072,19
	<b>TOTAL</b>	<b>10 104 593,98</b>	<b>10 346 649,45</b>	<b>11 447 060,27</b>	<b>12 310 453,13</b>

A noter, pour une meilleure analyse, le remboursement des charges du personnel relatives aux budgets annexes n'apparaît pas dans les recettes du budget principal.

Répartition des recettes par budget	2020	2021	2022	2023
BUDGET PRINCIPAL	8 914 987,48	8 931 982,23	10 011 133,81	9 427 805,36
ENFANCE TEMPS LIBRE	429 904,17	390 355,11	474 966,66	409 810,76
DECHETS MENAGERS	683 705,72	733 407,56	771 445,16	2 353 515,62
TIERS LIEU BAUDEMONT	32 071,87	4 742,02	5 088,08	9 197,56
PARC LA GARE	0,00	180 912,53	0,00	91 457,40
LES TANNERIES	43 924,74	105 250,00	184 426,56	18 666,43
<b>TOTAL</b>	<b>10 104 593,98</b>	<b>10 346 649,45</b>	<b>11 447 060,27</b>	<b>12 310 453,13</b>

Les recettes de fonctionnement sont en nette augmentation en raison de l'harmonisation de la Redevance des Ordures Ménagères sur l'ensemble du territoire et du vote à l'équilibre du budget déchets.

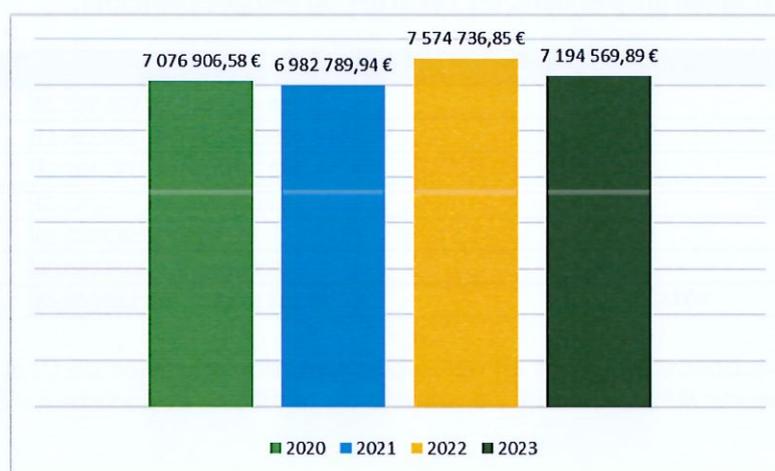
### a. Les dotations, subventions et participations - compte 74



Répartition	2020	2021	2022	2023
Dotation d'intercommunalité	389 457,00	426 096,00	423 969,00	422 636,00
Dotation de compensation des group. De commun	624 450,00	612 152,00	598 724,00	595 248,00
Attributions de péréquation et de compensation	168 881,00	247 747,00	275 151,00	295 342,00
Autres dotations et participations	194 202,70	180 870,20	302 720,77	158 620,62
	<b>1 376 990,70 €</b>	<b>1 466 865,20 €</b>	<b>1 600 564,77 €</b>	<b>1 471 846,62 €</b>

- Baisse constatée en 2023 pour les raisons principales suivantes :
  - o Recettes concernant déchets imputées au budget annexe déchets 32 000 €
  - o Indemnités agence postale imputées au compte 70 : 30 800 €
  - o Filet de sécurité d'électricité : 44 500 €

### b. Evolution produit fiscal et des attributions de compensations



	2020	2021	2022	2023
Taxes foncières et d'habitation	5 304 202,00	2 466 816,00	2 564 617,00	2 797 084,00
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	653 742,00	612 398,00	670 502,00	0,00
Taxe sur les surfaces commerciales	178 346,00	190 501,00	188 510,00	193 548,00
Imposition forfaitaire sur entreprises de réseau	82 506,00	87 417,00	88 689,00	93 321,00
Autres impôts locaux ou assimilés	17 930,00	39 765,00	6 690,00	8 029,00
Attribution de compensation	3 090,47	0,00	0,00	0,00
Fds de péréquation des ress com et intercom	195 123,00	229 089,00	227 550,00	222 960,00
Taxe d'enlèv. des ordures ménagères et assimilés	631 187,00	636 298,00	831 779,00	0,00
Taxe pour gest.milieux aquatiques&prév.inondations	0,00	0,00	0,00	102 732,00
Taxes de séjour	10 780,11	5 849,55	23 161,49	9 933,32
Prélèvement sur les produits des jeux	0,00	2 563,39	1 316,36	1 364,57
Fraction de TVA	0,00	2 712 093,00	2 971 922,00	3 053 055,00
Autres taxes diverses	0,00	0,00	0,00	712 543,00
<b>TOTAL</b>	<b>7 076 906,58 €</b>	<b>6 982 789,94 €</b>	<b>7 574 736,85 €</b>	<b>7 194 569,89 €</b>

- Pour rappel, la Taxe d'habitation sur les résidences principales a fait l'objet d'une suppression progressive depuis 2021 pour être définitive en 2023.  
Une compensation au 01/01/2021 a été faite par l'attribution d'une part de la TVA aux intercommunalités.
- A compter de 2023, instauration de la REOM imputée au budget annexe, et de la taxe GEMAPI.

#### 4. FOCUS SUR LES BUDGETS ANNEXES - Dépenses et recettes réelles (hors excédent ou déficit, et subvention d'équilibre)

##### A) ENFANCE TEMPS LIBRE

ENFANCE TEMPS LIBRE	2020	2021	2022	2023
Charges réelles de fonctionnement	840 514,81	994 023,95	994 331,23	990 471,78
Recettes réelles de fonctionnement	429 904,17	390 355,11	474 966,66	409 810,76
<b>RESULTAT</b>	<b>-410 610,64</b>	<b>-603 668,84</b>	<b>-519 364,57</b>	<b>-580 661,02</b>

- La reprise de l' AISL de Colombier dès le 01/01/2024, et celle éventuelle de la Ribambelle en septembre 2024 impacteront considérablement le BP 2024.

##### B) DECHETS

DECHETS	2020	2021	2022	2023
Charges réelles de fonctionnement	623 750,04	772 816,48	770 997,86	2 027 615,66
Recettes réelles de fonctionnement	683 705,72	733 407,56	771 445,16	2 353 515,62
<b>RESULTAT</b>	<b>59 955,68</b>	<b>-39 408,92</b>	<b>447,30</b>	<b>325 899,96</b>

L'instauration de la REOM sur tout le territoire en 2023 a généré 2 254 529 € de produits. En 2024, la REOM se fera en fonction du nombre de personnes au foyer. La Communauté de Communes prévoit d'étoffer les services, notamment, avec l'extension des horaires d'ouverture des déchèteries et le recrutement de plusieurs agents (chef de déchèterie, agent de prévention).

##### C) ESPACE TIERS LIEU DE BAUDEMONT

ESPACE TIERS LIEU BAUDEMONT	2020	2021	2022	2023
Charges réelles de fonctionnement	98 109,47	133 256,87	121 503,01	65 243,72
Recettes réelles de fonctionnement	32 071,87	4 742,02	5 088,08	9 197,56
<b>RESULTAT</b>	<b>-66 037,60</b>	<b>-128 514,85</b>	<b>-116 414,93</b>	<b>-56 046,16</b>

Pour rappel, l'espace Tiers Lieu voit ses charges diminuer pour les raisons suivantes :

- La contribution au PIMMS était imputée à ce budget jusqu'à l'exercice 2023
- En 2023, seul le salaire de la responsable est inscrit

L'Espace Intercow a presque doublé sa facturation et connaît une notoriété grandissante parmi les professionnels.

En 2024, projet de réaménagement de l'espace du rez-de-chaussée afin de répondre aux besoins, voire même de les développer.

#### D) LA GARE

LA GARE	2020	2021	2022	2023
Charges réelles de fonctionnement	400,54	11 584,79	13 886,83	75 409,05
Recettes réelles de fonctionnement	0,00	180 912,53	0,00	91 457,40
<b>RESULTAT</b>	<b>-400,54</b>	<b>169 327,74</b>	<b>-13 886,83</b>	<b>16 048,35</b>

En 2024, les travaux du parc d'activités de la Gare vont se poursuivre et plusieurs parcelles sont désormais mises en vente.

#### E) LES TANNERIES

LES TANNERIES	2020	2021	2022	2023
Charges réelles de fonctionnement	40 081,46	247 369,09	121 375,38	693,75
Recettes réelles de fonctionnement	43 924,74	105 250,00	184 426,56	18 666,43
<b>RESULTAT</b>	<b>3 843,28</b>	<b>-142 119,09</b>	<b>63 051,18</b>	<b>17 972,68</b>

Une réhabilitation du site est nécessaire. Les études de la digue sont effectuées et nous sommes en attente des résultats. Ces derniers permettront de décider d'un renforcement de la digue, ou de la renaturation.

### 5. FOCUS SUR LES SERVICES SPECIFIQUES DU BUDGET PRINCIPAL

#### A) LA CULTURE

RESEAU DES BIBLIOTHEQUES	2020	2021	2022	2023
Charges réelles de fonctionnement	320 912,93	358 120,14	378 597,82	367 488,18
Recettes réelles de fonctionnement	28 847,27	30 120,71	26 897,15	60 429,83
<b>RESULTAT</b>	<b>-292 065,66</b>	<b>-327 999,43</b>	<b>-351 700,67</b>	<b>-307 058,35</b>

ECOLES DE MUSIQUE	2020	2021	2022	2023
Charges réelles de fonctionnement	215 238,55	185 141,42	198 593,50	189 234,28
Recettes réelles de fonctionnement	33 499,39	39 833,12	44 592,35	39 538,82
<b>RESULTAT</b>	<b>-181 739,16</b>	<b>-145 308,30</b>	<b>-154 001,15</b>	<b>-149 695,46</b>

#### B) LES EQUIPEMENTS SPORTIFS

PISCINE DE CHAUFFAILLES	2020	2021	2022	2023
Charges réelles de fonctionnement	120 756,68	175 554,21	154 976,10	167 231,68
Recettes réelles de fonctionnement	16 591,56	28 616,30	52 090,79	83 885,42
<b>RESULTAT</b>	<b>-104 165,12</b>	<b>-146 937,91</b>	<b>-102 885,31</b>	<b>-83 346,26</b>

- Charges : augmentation des intérêts d'emprunt due à l'augmentation du taux variable (+ 13 000 €)
- Recettes : augmentation due au remboursement par l'assurance

PISCINE DE LA CLAYETTE	2020	2021	2022	2023
Charges réelles de fonctionnement	98 476,12	132 674,43	132 667,01	112 690,82
Recettes réelles de fonctionnement	10 444,36	21 356,39	33 587,70	36 949,47
<b>RESULTAT</b>	<b>-88 031,76</b>	<b>-111 318,04</b>	<b>-99 079,31</b>	<b>-75 741,35</b>

SNACK PISCINE DE LA CLAYETTE	2020	2021	2022	2023
Charges réelles de fonctionnement		16 581,13	19 037,82	11 612,20
Recettes réelles de fonctionnement		6 920,50	16 054,30	13 504,24
<b>RESULTAT</b>		<b>-9 660,63</b>	<b>-2 983,52</b>	<b>1 892,04</b>

GYMNASSE	2020	2021	2022	2023
Charges réelles de fonctionnement	64 844,64	46 740,44	49 466,70	37 470,47
Recettes réelles de fonctionnement	2 859,00	1 050,18	5 683,31	3 872,23
<b>RESULTAT</b>	<b>-61 985,64</b>	<b>-45 690,26</b>	<b>-43 783,39</b>	<b>-33 598,24</b>

### C) LES SENIORS

PORTAGE DE REPAS	2020	2021	2022	2023
Charges réelles de fonctionnement	243 171,66	294 220,83	315 908,22	222 834,22
Recettes réelles de fonctionnement	230 235,92	250 598,83	276 610,75	180 473,71
<b>RESULTAT</b>	<b>-12 935,74</b>	<b>-43 622,00</b>	<b>-39 297,47</b>	<b>-42 360,51</b>

Indemnités de fin contrat location véhicule : + 13 000 €

Coût des repas plus important que prévu suite au marché du 01/05/2023.

Un marché sera lancé pour le 01/05/2024 et d'une durée de 3 ans.

### D) LA VOIRIE

VOIRIE	2020	2021	2022	2023
Charges réelles de fonctionnement	214 512,35	202 572,45	214 907,03	255 800,74
Recettes réelles de fonctionnement	23 177,00	23 454,50	31 948,06	35 085,55
<b>RESULTAT</b>	<b>-191 335,35</b>	<b>-179 117,95</b>	<b>-182 958,97</b>	<b>-220 715,19</b>

## 6. LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

La CAF nette représente l'excédent résultant du fonctionnement après remboursement des dettes en capital. Elle permet de mesurer l'aptitude de la Communauté de communes à autofinancer ses investissements, après avoir couvert ses charges et ses dépenses obligatoires que sont les remboursements de dettes en capital.

La Capacité d'Autofinancement (CAF) brute représente l'excédent résultant du fonctionnement utilisable pour financer les opérations d'investissement. Elle est calculée par différence entre les produits réels et les charges réelles de fonctionnement.

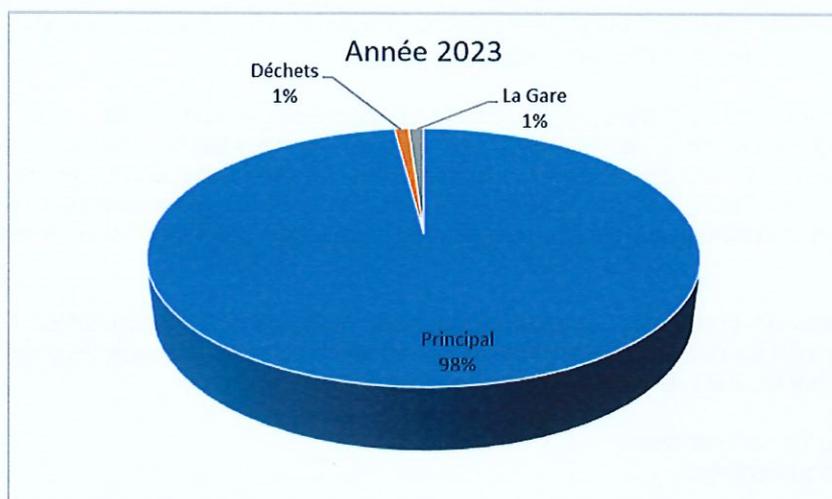
Grâce à l'emprunt contracté en 2022, la Communauté de communes dégage une CAF nette qui permet de programmer des investissements pour les prochains exercices.

Pour rappel, l'excédent de fonctionnement reporté n'est pas pris en compte dans le calcul des CAF. Le calcul de la CAF ne concerne pas les zones d'activité, à savoir la Gare et les Tanneries.

Budget principal - Enfance Temps Libre - Déchets - Tiers Lieu	2020	2021	2022	2023
Produits de fonctionnement	10 630 799,75	10 745 988,38	11 938 917,21	13 141 639,71
Charges de fonctionnement	9 769 818,69	10 849 442,53	10 796 611,85	11 422 361,82
<b>CAF BRUTE</b>	<b>860 981,06</b>	<b>-103 454,15</b>	<b>1 142 305,36</b>	<b>1 719 277,89</b>
Dettes capital remboursées	304 646,74	278 087,12	305 942,29	338 923,54
<b>CAF NETTE</b>	<b>556 334,32</b>	<b>-381 541,27</b>	<b>836 363,07</b>	<b>1 380 354,35</b>



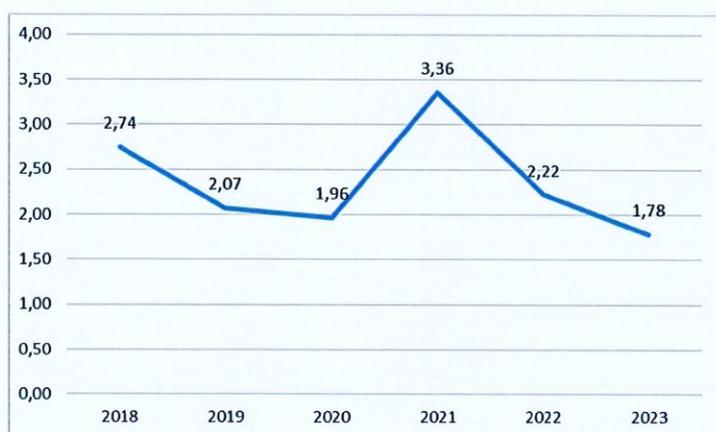
## B) Répartition de l'encours total de la dette 2023



	2020	2021	2022	2023
Principal	2 509 794,31	2 243 676,68	3 949 762,63	3 622 926,37
Déchets	72 703,93	60 734,44	48 706,20	36 618,92
La Gare	74 425,77	62 670,20	50 856,91	38 985,64
<b>TOTAL</b>	<b>2 656 924,01</b>	<b>2 367 081,32</b>	<b>4 049 325,74</b>	<b>3 698 530,93</b>

## C) Capacité de désendettement

La capacité de désendettement représente le nombre d'années nécessaires pour le remboursement complet de la dette par l'épargne brute d'une collectivité.



## 8. LES RATIOS

L'analyse financière par ratios nécessite d'adopter quelques règles de prudence. L'utilisation d'un ratio, sorti de son contexte, peut donner lieu à des interprétations erronées.

Les ratios présentés concernent uniquement le budget principal de la Communauté de Communes.

Pour les communes de 3 500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L.2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), comprennent 11 ratios définis à l'article R.2313-1 du CGCT. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre. Toutefois, le ratio n°8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

Pour les ratios utilisant des données de population, la population visée correspond à la population totale, municipale et comptée à part, telle qu'elle résulte des dernières données INSEE connues à la date de production des documents budgétaires. Pour l'année 2023, le chiffre retenu est 15 370 habitants.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en euros par habitant.

Les ratios 7 à 11 sont exprimés en pourcentage.

<b>RATIO 1</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Dépenses réelles de fonctionnement / population	527,00 €	577,86 €	577,58 €	542,55 €
Evolution du ratio		9,65%	-0,05%	-6,06%
Dépenses réelles de fonctionnement	8 207 444,37	8 949 345,23	8 909 779,75	8 339 030,66
Population	15 574	15 487	15 426	15 370
<b>RATIO 2</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Produits des impositions directes/population	340,58 €	159,28 €	166,25 €	181,98 €
Evolution du ratio		-53,23%	4,38%	9,46%
Produits des impositions directes	5 304 202,00	2 466 816,00	2 564 617,00	2 797 084,00
Population	15 574	15 487	15 426	15 370
<b>RATIO 3</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Recettes réelles de fonctionnement/population	678,91 €	667,85 €	704,52 €	760,18 €
Evolution du ratio		-1,63%	5,49%	7,90%
Recettes réelles de fonctionnement	10 573 373,83	10 342 999,70	10 868 001,69	11 683 935,95
Dépenses d'équipement brut/population	15 574	15 487	15 426	15 370
<b>RATIO 4</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Dépenses d'équipement brut/population	124,19 €	87,77 €	65,08 €	45,75 €
Evolution du ratio		-29,32%	-25,85%	-29,71%
Dépenses d'équipement brut	1 934 099,32	1 359 327,98	1 003 958,63	703 129,75
Population	15 574	15 487	15 426	15 370

<b>RATIO 5</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
Encours dette/population	161,15 €	144,87 €	256,05 €	235,71 €
Evolution du ratio		-10,10%	76,74%	-7,94%
Encours dette	2 509 794,31	2 243 676,68	3 949 762,63	3 622 926,37
Population	15 574	15 487	15 426	15 370
<b>RATIO 6</b>				
Dotation globale de fonctionnement/population	65,10 €	67,04 €	66,30 €	66,23 €
Evolution du ratio		2,98%	-1,11%	-0,11%
Dotation globale de fonctionnement	1 013 907,00	1 038 248,00	1 022 693,00	1 017 884,00
Population	15 574	15 487	15 426	15 370
<b>RATIO 7</b>				
Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement	26,15%	26,84%	27,65%	30,24%
Evolution du ratio		2,64%	3,02%	9,37%
Dépenses de personnel	2 146 339,78	2 402 133,26	2 463 760,02	2 521 893,83
Dépenses réelles de fonctionnement	8 207 444,37	8 949 345,23	8 909 779,75	8 339 030,66
<b>RATIO 9</b>				
(Dépenses réelles de fonctionnement + remboursement dette) / Recettes réelles de fonctionnement	80,39%	89,10%	84,69%	74,17%
Evolution du ratio		10,83%	-4,95%	-12,42%
Dépenses réelles de fonctionnement + remboursement dette	8 500 180,10	9 215 462,86	9 203 693,80	8 665 866,92
Recettes réelles de fonctionnement	10 573 373,83	10 342 999,70	10 868 001,69	11 683 935,95
<b>RATIO 10</b>				
Dépenses brutes d'équipement / recettes réelles de fonctionnement	18,29%	13,14%	9,24%	6,02%
Evolution du ratio		-28,15%	-29,71%	-34,86%
Dépenses brutes d'équipement	1 934 099,32	1 359 327,98	1 003 958,63	703 129,75
Recettes réelles de fonctionnement	10 573 373,83	10 342 999,70	10 868 001,69	11 683 935,95
<b>RATIO 11</b>				
Dettes / recettes réelles de fonctionnement	23,74%	21,69%	36,34%	31,01%
Evolution du ratio		-8,61%	67,54%	-14,68%
Encours dettes	2 509 794,31	2 243 676,68	3 949 762,63	3 622 926,37
Recettes réelles de fonctionnement	10 573 373,83	10 342 999,70	10 868 001,69	11 683 935,95

## 9. INVESTISSEMENT

### A) DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT

Dépenses d'investissement tous budgets		2020	2021	2022	2023
10	Dotations, fonds divers et reserves	0,00	0,00	0,00	13 426,48
16	Emprunts et dettes assimilés	316 344,88	289 842,69	317 755,58	350 794,81
20	Immobilisations incorporelles	44 052,00	98 161,61	22 886,40	63 900,00
204	Subventions d'équipement versées	132 091,44	329 261,11	189 705,34	138 485,00
21	Immobilisations corporelles	264 865,91	324 273,05	948 645,75	708 413,01
23	Immobilisations en cours	1 644 671,33	979 957,95	43 407,82	0,00
26	Participations et créances ratt. à des pa	0,00	0,00	10 100,00	10 100,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	815 169,75	0,00
<b>TOTAL</b>		<b>2 402 025,56</b>	<b>2 021 496,41</b>	<b>2 347 670,64</b>	<b>1 285 119,30</b>

Répartition des dépenses par budget	2020	2021	2022	2023
BUDGET PRINCIPAL	2 358 926,49	1 954 706,72	2 312 847,77	1 191 977,49
ENFANCE TEMPS LIBRE	19 489,92	35 016,51	9 484,70	66 087,78
DECHETS MENAGERS	11 911,01	11 969,49	12 028,24	15 182,76
TIERS LIEU BAUDEMONT	0,00	8 048,12	1 496,64	0,00
PARC LA GARE	11 698,14	11 755,57	11 813,29	11 871,27
LES TANNERIES	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>2 402 025,56</b>	<b>2 021 496,41</b>	<b>2 347 670,64</b>	<b>1 285 119,30</b>

## B) INVESTISSEMENTS 2023

Désignation	2023	Principales dépenses concernées
<b>Budget principal</b>	<b>841 614,75</b>	
Equipement communauté de communes	14 303,73	PC informatique, frigo, outillage
Fonds de concours	23 485,00	Chassigny, Chauffailles, Coublanc, Chateauneuf, Bois Ste Marie
Office Tourisme - Ecole Musique La Clayette	30 098,00	Travaux + instruments
City-stade Chauffailles	9 258,00	Pare-ballons
Piscine de Chauffailles	100 751,10	Moquette et panneaux solaires
Réseau bibliothèque	29 369,12	Chauffe-eau, sièges, livres
Voirie ZAC La Bruyère	39 394,04	Accès Coublanc Store, signalisation
Voirie La Gare	383 880,51	
Piscine La Clayette	17 031,45	Travaux Veolia, matériel
Voirie ouvrages d'art	11 527,20	
Gymnase	3 616,60	Auto-laveuse
PLUI	63 900,00	
Concession La Bruyère	115 000,00	SEMA
<b>Enfance Temps Libre</b>	<b>66 087,78</b>	
Travaux Ribambelle	63 303,23	
PEJ	2 784,55	Lave-linge + sèche-linge + travaux plomberie
<b>Déchets</b>	<b>3 095,48</b>	
Matériels divers	3 095,48	souffleurs, compresseur, transpalettes
<b>TOTAL</b>	<b>910 798,01</b>	

### C) PROGRAMME PREVISIONNEL D'INVESTISSEMENT 2024

Désignation	2024		
	RAR 2023	Nouvelles	BP
<b>Budget principal</b>	<b>908 087,35</b>	<b>959 299,63</b>	<b>2 140 386,98</b>
Espace Entreprises			-
Bâtiment siège		46 800,00	46 800,00
Office Tourisme - Ecole Musique La Clayette	49 800,00	20 000,00	69 800,00
Piscine de Chauffailles	2 728,73	5 000,00	7 728,73
Bâtiment ST La Clayette	300 000,00	-	300 000,00
Réseau bibliothèques	-	8 000,00	8 000,00
Voirie ZAC La Bruyère		1 000,00	1 000,00
Voirie mobilité		18 000,00	18 000,00
Véhicule ST	48 588,00	-	48 588,00
Matériel mobilité	-	4 000,00	4 000,00
Matériel ST		7 000,00	7 000,00
Piscine La Clayette	71 844,00	-	71 844,00
Voirie - ouvrages d'art	428 521,12	711 614,63	1 140 135,75
Matériel de bureau et informatique		5 720,00	5 720,00
Achats 2 stands	-	14 000,00	14 000,00
Mobilier divers		13 940,00	13 940,00
Livres bibliothèques		25 000,00	25 000,00
Abris vélos + arceaux		59 325,00	59 325,00
Autres immobilisations	6 605,50	4 900,00	11 505,50
Subvention aide achat vélo		15 000,00	15 000,00
PLUI			15 000,00
Concession La Bruyère			115 000,00
Mobilité (schéma + chronomap)			57 000,00
Ingénierie OPAH			50 000,00
Aides entreprises			30 000,00
Aide tourisme			6 000,00
<b>Enfance Temps Libre</b>	<b>1 527,60</b>	<b>173 466,32</b>	<b>174 993,92</b>
Minibus Action Sociale		30 000,00	30 000,00
Travaux aménagement multi accueil Chauffailles		35 000,00	35 000,00
Frais études bâtiments PEJ		50 000,00	50 000,00
Structure de jeux		5 000,00	5 000,00
Ribambelle	1 527,60		1 527,60
Matériel de bureau et informatique		1 000,00	1 000,00
Autres immobilisations		3 000,00	3 000,00
Travaux régie		49 466,32	49 466,32
<b>Déchets</b>	<b>112 566,75</b>	<b>107 306,55</b>	<b>219 873,29</b>
Achat 100 bacs OM			20 000,00
Vidéoprotection des 2 sites			9 000,00
Signalétique			13 000,00
Site la Charme (remise en état, achat, aménagement)			85 000,00
Casiers			1 300,00
Provisions			91 573,29
			-
<b>Espace tiers lieu Baudemont</b>	<b>-</b>	<b>34 000,00</b>	<b>34 000,00</b>
Réaménagement intérieur et extérieur		30 000,00	30 000,00
Matériel de bureau et informatique		2 000,00	2 000,00
Mobilier		2 000,00	2 000,00
<b>TOTAL PREVISIONNEL</b>	<b>1 022 181,70</b>	<b>1 274 072,50</b>	<b>2 569 254,19</b>

## D) FOCUS SUR LES SUBVENTIONS

Subventions perçues en 2023			
Désignation	Financier	Programme	Montant
Gymnase de La Clayette	LEADER	Programme 2014-2020	150 748,24 €
	Région	Programme 2014-2023	8 789,00 €
City Stade de Chauffailles	Etat	DETR 2022	13 184,00 €
	CD71	AAP 2022 (solde)	4 500,00 €
	Région	ANS	10 108,00 €
Installation nappes solaires piscine Chauffailles	CD71	AAP2023 (acompte)	6 000,00 €
Route communale Baudemont Zone de la Gare	CD71	AAP 2020 (solde)	10 500,00 €
		<b>TOTAL</b>	<b>203 829,24 €</b>
Subventions notifiées à engager en 2024			
Désignation	Financier	Programme	Montant
Installation nappes solaires piscine Chauffailles	Etat	DETR 2023	27 910,00 €
	CD71	AAP2023 (solde)	6 000,00 €
Etudes, Aménagement et Route de la zone de la Gare	Etat - DETR 2021	DETR 2021 (solde)	213 400,60 €
	Région	Plan de relance (solde)	138 868,80 €
	Département	AAP 2021 (solde)	175 000,00 €
Etudes et Aménagement Tanneries	Etat - DETR 2018	DETR 2018 (solde)	50 446,19 €
	Région	Contrat territorial PETR (solde) prorogation demandée	167 854,09 €
PLUI	Leader		19 414,94 €
	Etat	AAP 2016 (solde)	1 400,00 €
	Région	Contrat territorial (solde)	2 856,00 €
Etudes pré-opérationnelles OPAH	ANAH		25 500,00 €
	Banque des Territoires	PVD	15 000,00 €
Schéma directeur des mobilités actives	CD71	AAP 2022	10 800,00 €
		<b>TOTAL</b>	<b>854 450,62 €</b>
Subventions sollicitées ou à solliciter en 2024			
Désignation	Financier	Programme	Montant
OPAH	ANAH	France Rénov Fct	34 000,00 €
Renouvellement des nappes solaires piscine La Clayette	CD71	AAP 2024	12 000,00 €
	Etat	DETR 2024	21 042,00 €
Minibus Accueils de Loisirs	CAF		15 000,00 €
Aménagement multi accueil Chauffailles	CAF		28 000,00 €
Schéma directeur mobilités actives	ADEME	AVELO3	48 144,00 €
Abri vélos en gare de Chauffailles et La Clayette-Baudemont	Département	Appel à projet territorial	12 800,00 €
	FUB	Alvéole +	12 800,00 €
Incitation au covoiturage	Etat	Fonds Vert	5 350,00 €
		<b>TOTAL</b>	<b>189 136,00 €</b>